

*Questions orales*

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je n'ai pas attaqué les premiers ministres provinciaux la semaine dernière. Je les ai invités à éliminer des barrières au commerce aux niveaux national et interprovincial.

J'ai repris en quelque sorte les idées du premier ministre Peterson énoncées à la Conférence des premiers ministres à Halifax où il disait, avec raison, que les provinces avaient une obligation de commencer elles-mêmes le processus d'élimination des barrières entre les provinces et entre les individus ici, au Canada.

Alors, j'ai insisté sur ce terme en invitant les provinces à poser ce geste solitaire avant que ne débutent les négociations soit avec les Américains, soit au niveau du GATT. Je pense qu'il s'agirait là d'un geste heureux pour la population canadienne.

[Traduction]

## ON DEMANDE UN DÉBAT PARLEMENTAIRE

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, comme ces négociations se déroulent à huis clos entre notre gouvernement et les États-Unis, et entre le gouvernement fédéral et les provinces, le premier ministre pourrait-il consulter son collègue, le leader du gouvernement à la Chambre afin de nous permettre d'avoir rapidement un débat parlementaire complet sur toute la question de ces négociations avec les États-Unis?

**Des voix:** Bravo!

**M. Mulroney:** Je vais attendre que les applaudissements se calment.

**Une voix:** Les applaudissements clairsemés.

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je vais parler le plus rapidement possible au leader du gouvernement à la Chambre, et lui suggérer une journée d'opposition sur cette importante question.

\* \* \*

## L'IMMIGRATION

## LES MILITAIRES RUSSES QUI ONT FAIT DÉFECTION EN AFGHANISTAN

**M. Sergio Marchi (York-Ouest):** Monsieur le Président, en l'absence de la ministre de l'Emploi et de l'Immigration, je vais poser ma question au ministre d'État aux Affaires extérieures. Elle concerne le sort de six Soviétiques qui ont fait défection et qui sont maintenant prisonniers de guerre en Afghanistan. En octobre 1984, le gouvernement conservateur a autorisé une mission de sauvetage qui a été sabotée de façon honteuse et, par la suite, annulée, ce qui a placé la vie des intéressés en grand danger. Pourquoi a-t-on permis que cette mission soit si mal organisée? Et qui au gouvernement, après avoir donné son accord, a décidé d'abandonner cette mission?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, permettez-moi de remercier le député pour son accueil. J'ai lu les nouvelles parues dans la

*Gazette* de Montréal. Je ne donnerai pas mon avis sur tous. Je ne parlerai que des faits. Ainsi, la réalité c'est que le gouvernement fédéral fait tout en son pouvoir, en usant de tous les recours nationaux et internationaux à sa disposition, pour venir en aide à ces gens.

Si les personnes citées dans l'article de la *Gazette* ont des contacts que nous n'avons pas, je serais fort heureux de les rencontrer et de voir si nous pouvons collaborer, afin d'aider les soldats qu'elles ont rencontrées à recouvrer la liberté.

• (1420)

## ON DEMANDE L'ADMISSION DES DISSIDENTS AU CANADA

**M. Sergio Marchi (York-Ouest):** Monsieur le Président, il est incroyable de constater que les considérations humanitaires ne prédominent pas en l'occurrence, alors qu'on laisse traîner cette situation depuis près de deux ans, même s'il y va de la vie de ces soldats.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pourrait-il nous garantir aujourd'hui, sans autre délai, qu'il enverra ses représentants en Afghanistan munis des permis ministériels pour faire sortir ces six courageux hommes du pays immédiatement? Une équipe de journalistes a déjà établi des contacts avec eux; ils cherchent à obtenir le statut de réfugiés politiques au Canada.

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, à l'instar de la plupart des députés—et du très honorable chef de l'opposition, j'en suis persuadé—je souhaiterais que le monde soit aussi simple que cela. Cependant, ce n'est pas le cas. Étant donné que certains Canadiens semblent s'être mis en rapport avec ces soldats, ce que nous n'avons pu faire en suivant toutes les voies nationales et internationales normales, je répète que je serais tout disposé, à l'instar de la ministre de l'Emploi et de l'Immigration, à m'entretenir avec ces Canadiens, afin de déterminer s'il existe un moyen de conjuguer nos efforts dans un but humanitaire, en vue de permettre à ces soldats de recouvrer la liberté.

\* \* \*

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

## LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LE VOTE PROCHAIN D'UN COMITÉ DU SÉNAT AMÉRICAIN

**M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor):** Monsieur le Président, les Canadiens trouvent très inquiétantes les nouvelles en provenance de Washington selon lesquelles le président Reagan pourrait faire des concessions au comité sénatorial pour gagner son vote sur le libre-échange, demain. Ma question s'adresse au premier ministre. Compte tenu des circonstances, pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas communiqué directement avec le président pour discuter de cette question urgente? Pourquoi ne lui a-t-il pas fait très clairement entendre qu'il ne devait faire aucune concession qui ferait du tort à notre pays?